

Suisse

POLÉMIQUE Le président de Swissolympic, Marco Blatter, rêve de Jeux olympiques à Davos. Mais sa proposition ne fait pas l'unanimité.

Lobbying pour les JO de 2018

Swissolympic a décidé de se battre pour que les Jeux olympiques d'hiver de 2018 aient lieu en Suisse. Son directeur, Marco Blatter, ne cache pas qu'il verrait d'un bon œil la candidature de Davos. Mais les milieux sportifs peinent à sensibiliser les parlementaires.

L'agriculture, la santé, l'économie, tous ces domaines ont leurs lobbyistes qui hantent la salle des pas perdus du Palais fédéral. Mais pas trace de sportifs. Certes quelques-uns garnissent les rangs du Parlement. Comme par exemple le président de Swiss-Ski, Duri Bezzola, son prédécesseur Edi Engelberger ou l'ancien entraîneur René Vaudroz. Tous radicaux d'ailleurs. L'ex-patron de l'équipe nationale de hockey sur glace, Simon Schenk, siège, lui, dans les rangs UDC. La course d'orientation a aussi ses représentantes avec Ruth Humbel Näf (PDC) et Evi Allemann (PS). Mais à la tribune, ils s'expriment rarement sur le sport.

Le Valais out

Autre outil qui pourrait être utile, le groupe « sport » du Parlement. Le conseiller aux Etats valaisan Simon Epiney en est membre, tout comme plus de 140 parlementaires. Toutefois son efficacité est restreinte: « Le lobbying sportif pourrait être développé si ce groupe intégrait dans sa direction plus de Romands et plus d'élus de gauche. Actuellement il a un fort noyau UDC et ce sont surtout des défenseurs de l'orthodoxie financière », affirme le PDC valaisan. Son président est d'ailleurs le démocrate du centre argovien Maximilien Reimann. Le Vaudois Guy Parmelin en fait aussi partie. Et pour lui, pas de doute, le sport n'a pas de lobby sous la Coupole fédérale.

Invité mardi par la Société suisse de Public Affairs (SSPA), Marco Blatter, le directeur de Swissolympic a tenté de secouer le monde politique. A la quinzaine de parlementaires présents, il a surtout « vendu » les Jeux olympiques de 2018: « Ce n'était pas encore du lobbying, mais de la sensibilisation », sourit-il. Il a souligné l'importance d'avoir une candidature qui soit avant tout suisse. Cependant une ville hôte doit être désignée. Et le frère du président de la Fédération internationale de football (FIFA) a sa petite idée: Davos. La cité grisonne a une forte capacité d'accueil et l'habitude, avec le World Economic Forum (WEF), d'organiser de grands événements. Marco Blatter évoque encore d'autres villes comme Lucerne, Genève ou Lausanne. Par contre le Haut-Valaisan ne croit plus dans les chances de son canton d'origine. Le nombre de pistes de ski pouvant accueillir une telle compétition serait insuffisant. Un peu surpris par ces propos, le conseiller aux Etats Simon Epiney reconnaît que son canton porte encore les stigmates de l'échec Sion 2006. « Mais le Valais est toujours capable de rebondir. »

« Pas de stratégie claire »

Le conseiller national socialiste Peter Vollmer n'a pas apprécié que Marco Blatter se lance dans un tel lobbying pour les JO: « C'est trop tôt, il n'y a pas de stratégie claire. On ne sait pas si ces propositions sont celles de Swissolympic ou de Marco Blatter. » Membre du comité du groupe « sport », le Bernois ne mâche pas ses mots à l'égard de Swissolympic: « Cette organisation n'a pas de positions claires notamment sur les JO, la santé ou le tabac, c'est difficile ensuite de demander aux parlementaires de la soutenir. »

Marco Blatter a bien sûr d'autres arguments pour expliquer la difficulté du lobbying sportif: « Nous représentons 60 sports très différents les uns des autres. D'autre part certains parlementaires veulent que la Suisse organise des championnats du monde et d'autres ne misent que sur le sport populaire. » Duri Bezzola est d'ailleurs d'avis que le sport d'élite a été oublié: « On est les champions du monde du sport de masse », affirme le patron de Swiss-Ski. Et le radical grison rêve lui aussi de Jeux olympiques: « Nous devons expliquer que nous avons besoin d'un tel projet pour le sport, l'économie, le tourisme et l'image de la Suisse. Et les premiers à convaincre sont les parlementaires fédéraux », déclare Duri Bezzola. Tout en rappelant que le choix final revient aux membres du CIO.

BERNE / VINCENT BOURQUIN